



Madame la Présidente,

Vous trouverez, dans les pages suivantes, le rapport financier commenté demandé par M^{me} Annie Godbout, conseillère du district de Rock Forest, lors de la séance du conseil municipal du 4 mai dernier. Nous avons aussi inclus un rapport d'activités du cabinet de Sherbrooke Citoyen.

Je reviens, dans mes commentaires sur le rapport financier, sur les représentations effectuées par la conseillère désignée de Sherbrooke Citoyen et moi auprès de vous et de M. Daniel Picard, directeur général, au cours de l'année dernière. Ces représentations visaient à vous convaincre de modifier les *Normes et barèmes* qui encadrent les conditions de travail des employé.e.s politiques de la Ville de Sherbrooke.

Comme vous le savez, les exigences salariales imposées au cabinet de l'opposition nous apparaissent déraisonnables. Autrement dit, vous nous obligez à payer des salaires qui sont plus élevés que ce que nous souhaitons déboursier. Nous avons plaidé à plusieurs reprises pour que ces exigences salariales ne soient vues que comme des maximums, ce que vous avez refusé.

Votre refus, comme vous le savez, a entraîné des frais inutiles pour la Ville de Sherbrooke. Je vous le rappelle, car je sais que vous ne tolérez pas que de l'argent soit gaspillé, qu'il s'agisse de 2 000 \$ ou de 1 M\$. Ces frais incluent les frais de comptable pour la mise en place d'un service de paye interne au cabinet, la révision et la rédaction à l'externe de contrats de travail, les frais bancaires, etc. Le système que vous nous imposez entraîne aussi plusieurs tracas administratifs à des fonctionnaires du service des finances qui doivent gérer un système unique au Québec où une chef de l'opposition doit posséder sa propre entreprise dans le simple but de rémunérer ses employé.e.s à un niveau qu'elle juge adéquat.

Je le répète : parce que vous refusez de laisser le service de paye de la Ville gérer nos payes, vous imposez des frais inutiles aux contribuables sherbrookoïses. En persistant de la sorte, vous donnez par le fait même l'impression d'utiliser des conditions d'emploi du personnel de cabinet comme un outil politique partisan.

Je trouvais important que le conseil puisse prendre acte de cette situation et j'espère qu'en ces temps de crise où les finances publiques sont mises à mal, vous verrez enfin l'utilité de changer le système incongru et coûteux que le comité exécutif que vous présidez a mis en place.

Au plaisir!

Claude Dostie Jr
Directeur de cabinet de Sherbrooke Citoyen

Rapport d'activités 2018-2020

Cabinet de Sherbrooke Citoyen

Le cabinet de la conseillère désignée de Sherbrooke Citoyen, comme tous les cabinets semblables des grandes villes du Québec (Montréal, Québec, Laval, Longueuil, Terrebonne), joue un rôle de « chien de garde » à l'Hôtel de Ville. La valeur ajoutée d'un tel cabinet est indéniable pour la démocratie sherbrookoise, plus particulièrement dans le contexte actuel, avec un conseil municipal qui peine à se doter d'une perspective commune sur le développement (à tous les niveaux) de la Ville de Sherbrooke.

LE TRAVAIL AU CONSEIL

Le rôle premier du cabinet est d'effectuer un travail de fond sur les dossiers présentés au conseil municipal. Pour ce faire, l'équipe du cabinet analyse les documents présentés au conseil, soulève des questions en amont de la séance publique et développe des positions qui sont mises de l'avant par la conseillère désignée. Notons que ce travail essentiel est entravé depuis le début du mandat par la décision du conseil municipal d'interdire l'accès du personnel de cabinet de la conseillère désignée aux séances de travail à huis clos. Le maire continue pour sa part d'être accompagné de son personnel lors de ces séances.

Le travail effectué sur des dossiers du conseil est souvent invisible, mais il peut parfois mener à des débats sur la place publique, surtout lorsque des propositions sont faites formellement au conseil. Depuis l'élection de 2017, Sherbrooke Citoyen a fait plusieurs propositions et a fait cheminer plusieurs dossiers, que ce soit d'une manière formelle ou informelle. Voici quelques gains qui ont été obtenus par le cabinet par le biais de propositions formelles, par le biais du programme de Sherbrooke Citoyen qui a mis certains enjeux à l'avant-scène ou par le biais de représentations faites en privé auprès de collègues et de fonctionnaires :

- La webdiffusion intégrale et en direct des séances du conseil municipal;
- L'enregistrement audio des séances des conseils d'arrondissement et la projection des documents lors des séances du conseil de l'arrondissement des Nations;
- La publication d'un tableau public de suivi des questions des citoyen.ne.s;
- L'élaboration d'une politique de stationnement pour le centre-ville (bien que le conseil ait refusé d'opter pour une taille de stationnement public plus raisonnable sur Wellington Sud);
- L'inclusion dans la grille d'évaluation du projet Well Sud de critères sociaux et environnementaux;
- La parité homme/femmes sur 4 ans dans les nouveaux noms de rues soumis par le comité de toponymie;
- Une commission chargée spécifiquement de la question des finances municipales;

- Un premier budget participatif à la Ville de Sherbrooke dans le district de la conseillère désignée;
- Le dépôt des procès-verbaux de Valoris au conseil municipal;
- Le maintien d'un financement municipal pour la CDEC;
- L'acceptation par le conseil du financement pour la rénovation du Musée des beaux-arts (budget 2018);
- La majoration des montants alloués au transport actif dans le budget d'immobilisations 2019;
- La modification apportée au code d'éthique des élu.e.s pour la protection de leur droit à la liberté d'expression;
- L'entérinement par le conseil municipal plutôt que par le comité exécutif des critères de tout nouvel appel de propositions;
- La création d'un poste au service des finances dédié à la diversification des sources de revenus;
- L'inclusion des milieux boisés dans le plan de protection des milieux humides et hydriques exigé à la Ville par le Ministère de l'environnement;
- L'octroi d'un mandat aux fonctionnaires pour étudier la possibilité de connecter le boulevard Mi-Vallon au boulevard René-Lévesque;
- La préservation du parc Willie-Bourassa-Auger;
- L'octroi d'un mandat aux fonctionnaires pour la rédaction d'une politique de vente et d'achat de terrains municipaux;
- L'octroi d'un mandat aux fonctionnaires pour la rédaction d'une politique de l'habitation;
- La rédaction d'une nouvelle politique tarifaire à la Société de transport de Sherbrooke (établir des critères objectifs pour l'établissement de journées à 1 \$ lors d'événements spéciaux, offrir la gratuité lors des journées d'élections, assurer l'accessibilité aux personnes à faible revenu, évaluer le niveau optimal du tarif général, etc.);
- La fin de la pratique de rétention des procès-verbaux qui contiennent de l'information que certain.e.s élu.e.s considèrent « politiquement sensible » (nous l'indiquons comme un gain, mais un degré élevé de vigilance devra demeurer);
- La réalisation d'un sondage auprès du personnel municipal pour connaître ses propositions d'améliorations pour le fonctionnement de la Ville.

D'autres propositions développées par le cabinet ont été rejetées par le conseil municipal, soit à huis clos, soit publiquement. Voici quelques exemples :

- Mettre un terme à la culture du secret à l'Hôtel de Ville en levant le huis clos lors des séances préparatoires sur le budget (l'ensemble des élu.e.s présent.e.s ont voté contre cette proposition, à l'exception de M^{me} Beaudin);
- Mettre en place un projet pilote pour permettre, sous certaines conditions, la consommation d'alcool dans les parcs;
- Interdire l'application de pesticides à impact élevé sur le territoire de la Ville de Sherbrooke dès l'été 2018;
- Tenir systématiquement des pléniers publics à chaque séance du conseil sur des sujets pouvant intéresser la population;

- Établir une nouvelle relation avec les employé.e.s de la Ville par le biais de consultations;
- Allouer une partie des subventions destinées aux automobiles électriques pour l'achat de vélo électriques.

LE TRAVAIL EN COMITÉ

Outre le travail au niveau du conseil municipal, le cabinet vient aussi épauler la conseillère désignée dans ses autres tâches. Les responsabilités dévolues à M^{me} Beaudin sont nombreuses :

- Conseillère du district du Carrefour dans l'arrondissement des Nations;
- Présidente du Comité de développement social et communautaire (responsable de Ville amie des aînés, du Comité femmes, du dossier des personnes handicapées);
- Membre du conseil d'administration de la Société de transport de Sherbrooke (présidente du comité des finances);
- Membre du conseil d'administration de Commerce Sherbrooke (terminé en 2020);
- Membre du comité consultatif d'urbanisme de la Ville de Sherbrooke et présidente du comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement des Nations;
- Membre du comité politico-administratif sur la performance organisationnelle;
- Membre du comité de développement économique;
- Représentante de la Ville à la Corporation de développement économique communautaire (CDEC) (terminé en 2020);
- Déléguée de la Ville à Nature Cantons-de-l'Est;
- Participation à certaines rencontres du Centre de mobilité durable de Sherbrooke;
- Participation à certaines rencontres du comité de revitalisation du centre-ville.

LES ACTIVITÉS DE CONSULTATION OU D'INFORMATION

Outre le travail en comité au conseil, le cabinet mise beaucoup sur les activités de consultation et d'information, et ce, depuis le début du mandat. Voici la liste des différentes activités organisées par le cabinet :

- Consultation sur la revitalisation du centre-ville (18 janvier 2018)
- Bière politique sur le projet de train Montréal-Sherbrooke, organisée conjointement avec le député fédéral de Sherbrooke (10 avril 2018)
- Rencontre d'information sur le développement du Plateau McCrea, en partenariat avec l'APAV et la Ville, participation du Groupe Custeau (22 avril 2018)
- Visites citoyennes sur les zones potentiellement à risque de glissements de

- terrain (secteur de la rue des Chênes) (17 octobre 2018)
- Rencontre et discussion publique sur le budget municipal (21 octobre 2018)
 - Séance d'information et consultation publique sur l'avenir du parc Saint-Charles-Garnier (28 octobre 2018)
 - Table ronde sur l'écofiscalité (29 novembre 2018)
 - Marathon d'écriture d'Amnistie internationale pour Marielle Franco (17 décembre 2018)
 - Consultation citoyenne sur la sécurité dans le quartier Mi-Vallon, conjointement avec Annie Godbout, conseillère municipale du district de Rock Forest (23 février 2019)
 - Présentation publique d'idéation sur le transport durable, conjointement avec l'Université de Sherbrooke (9 avril 2019)
 - Bière politique sur le recyclage du verre, conjointement avec Karine Godbout, conseillère municipale du district d'Ascot (5 juin 2019)
 - Conférence de Jean-François Girard sur comment protéger nos milieux naturels (18 mars 2020) – Événement reporté en raison de la COVID-19

DES VIDÉOS INFORMATIVES

Depuis 2019, le cabinet investit du temps pour informer ou consulter les citoyen.ne.s via les réseaux sociaux avec des capsules vidéos sur différents sujets, notamment :

- La construction d'un trop grand stationnement sur la rue Wellington Sud
- L'alcool dans les parcs
- Le projet Well Inc.
- Les pesticides
- Une politique de l'arbre
- Les feux extérieurs
- Le budget et la nécessité de créer une commission des finances
- Le dossier Valoris
- La protection du marais du ruisseau Rouge
- La transparence et l'encadrement des huis clos
- La protection du boisé Saint-Charles-Garnier
- La possible vente du parc Willie
- La vente de terrains municipaux à faible prix et la nécessité d'une politique de vente et d'achat de terrains municipaux
- Le temps passé en pléniers publics et en pléniers huis clos
- (En cours) Le processus référendaire, le logement et la diffusion des procès-verbaux.

DES TEXTES INFORMATIFS

Le cabinet a rédigé aussi quelques billets de blogue disponibles sur le site du parti. Les sujets traités incluent :

- Les faits sur la période des questions au conseil municipal
- L'omerta des caisses de retraite
- Combien vaut un ou une élue?
- Budget participatif : pour décider ensemble
- Valoris, Valoris, encore Valoris

DES LIENS AVEC LES AUTRES CABINETS DU QUÉBEC

Le cabinet de la conseillère désigné entretient aussi des contacts réguliers avec les autres cabinets d'opposition du Québec. Après la réunion de tous les cabinets lors d'un rassemblement à Sherbrooke en 2018 et la signature d'une déclaration commune pour demander des changements législatifs pour le respect des oppositions municipales québécoises, les élu.e.s d'opposition du Québec ont continué à échanger sur les enjeux de leur ville et à partager de l'information. Des représentations communes ont aussi été faites en 2019 auprès de l'UMQ et du Ministère des affaires municipales. Le cabinet tente aussi d'effectuer une veille générale de l'actualité municipale au Québec.

DES LIENS AVEC L'UNIVERSITÉ

Le cabinet s'offre aussi pour encadrer des étudiant.e.s universitaires qui souhaitent travailler sur des sujets d'intérêt municipaux. Au printemps 2019, une classe de génie de l'Université de Sherbrooke a travaillé sur les moyens d'améliorer le transport en commun à Sherbrooke. Le fruit de leur travail a été présenté lors d'un événement auquel tous les membres du conseil avaient été invité.e.s. Au printemps 2020, le cabinet a aussi accompagné trois équipes d'étudiant.e.s dans le cadre d'un cours en environnement. Les équipes ont remis récemment leurs rapports portant sur la municipalisation des déchets, le plan de relance de Valoris et la valorisation des biogaz. Plusieurs étudiant.e.s sont aussi engagé.e.s à temps partiel au cabinet pour mener des recherches sur différents sujets (voir le rapport financier pour les détails). Dans le cadre du cours d'Économie du Québec offert conjointement par Claude Dostie et Évelyne Beaudin à l'hiver 2020, une présentation publique sur le thème des impacts économiques de la pandémie de COVID-19 a été organisée, et les acteurs et actrices du milieu économique sherbrookoïse ont été invité.e.s à y assister. Des discussions sporadiques ont également lieu avec des professeur.e.s d'université sur des enjeux de nature municipale.

FINALEMENT, DES PROJETS EN COURS...

Le cabinet a travaillé aussi – et continue de travailler – sur différents dossiers qui n'ont pas nécessairement encore eu d'attention médiatique. Voici quelques exemples :

- Un projet de district énergétique (récupération de l'énergie) au centre-ville de Sherbrooke ou ailleurs en ville. Le cabinet a fait des recherches et effectué quelques rencontres avec des partenaires potentiels, notamment

l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC) pour discuter d'un projet potentiel pour Sherbrooke. Le projet a été présenté à des fonctionnaires et à certain.e.s élu.e.s, mais d'autres démarches sont à compléter.

- La diversification des sources de revenus. Le cabinet fait partie d'un comité informel réunissant des élu.e.s de plusieurs grandes villes, des fonctionnaires (dont la trésorière de la Ville de Sherbrooke), des chercheuses de l'École nationale d'administration publique et des représentant.e.s de l'Union des municipalités du Québec. Le comité s'est réuni à deux reprises en 2019 pour discuter de la manière optimale de développer de nouvelles sources de revenus pour les municipalités. Le comité jouait un rôle de conseil dans le cadre de la rédaction d'un rapport paru récemment.
- Le déficit d'entretien de nos infrastructures. Le cabinet est entré en contact avec quelques experts sur la question de l'entretien des infrastructures. Il travaille à développer une proposition concrète pour assurer un financement durable de nos infrastructures et mesurer les coûts de l'étalement urbain. Le sujet est fortement lié à celui de la diversification des sources de revenus.
- La protection des boisés et des milieux naturels. Le cabinet travaille depuis des mois sur le dossier de la protection des milieux naturels, notamment dans la foulée de la tentative, par le conseil municipal, de vendre le parc Willie-Bourassa-Auger à des particuliers et bien sûr, dans le contexte où le conseil souhaite permettre un développement dans un des derniers milieux à très fort potentiel écologique du territoire, dans le marais du ruisseau Rouge.
- Le développement d'un projet de transport en commun structurant. Depuis le début du mandat, Sherbrooke Citoyen réclame un projet de transport en commun structurant à Sherbrooke. L'équipe du cabinet, avec l'aide de bénévoles, travaille activement à développer une proposition originale adaptée au territoire et à la réalité sherbrookoise.
- La révision des comités politiques à la Ville de Sherbrooke. Le cabinet est sur le point de rendre publique sa proposition pour la révision des comités politiques à la Ville de Sherbrooke.
- À ces projets plus ciblés s'ajoutent des recherches ponctuelles sur moult sujets. Ces recherches prennent souvent la forme d'étalonnage des dix grandes villes du Québec. Les sujets traités depuis deux ans incluent : les pratiques de consultation au Québec, les rues partagées, le logement social, les stationnements, les bonnes pratiques en matière de rédaction de procès-verbaux, la sécurité dans les rues, les nuisances sonores, les contraventions aux personnes itinérantes, la réduction des GES, l'accessibilité universelle, la qualité de l'air à Sherbrooke, le soutien aux organismes reconnus, etc.

EN GUISE DE CONCLUSION

Je me réjouis de pouvoir faire rapport au conseil, d'une manière assez exhaustive, sur nos activités. Malgré l'oubli (probable) de certains dossiers qui ont été ou qui sont travaillés par l'équipe du cabinet, j'aimerais croire que cela pourra vous

convaincre de l'utilité de l'organisation politique et des ressources qui sont mises à la disposition des gens qui décident de travailler en équipe au sein d'un parti.

Au tout début du mandat, j'ai tenté de contacter chacun et chacune des élu.e.s du conseil pour leur livrer essentiellement un message : « Si vous souhaitez qu'on collabore, notre porte est grande ouverte ». Ma demande de rencontre est restée, dans plusieurs cas, sans réponse.

Je souhaite réitérer aujourd'hui que l'offre était sincère et qu'elle tient toujours. Les ressources d'un cabinet comme le nôtre sont précieuses pour le fonctionnement démocratique. Je suis convaincu qu'elle servent le bien public et qu'elles pourraient avoir un effet encore plus grand si elles pouvaient servir à rallier des élu.e.s autour d'idées dûment réfléchies.

J'en profite pour remercier les nombreuses personnes qui, depuis deux ans et quelques, ont collaboré, de près ou de loin au travail du cabinet. Je pense particulièrement à Sébastien Aubé, Marilyne Bérard-Fontaine, Rodolphe Parent, Pascal Dugrenier, Marie-Loïc Sénamaud, William Champigny-Fortier, Gabrielle Arguin, Owen Martin, François-Olivier Desmarais, Solange Masson, Jérémie Labelle et Érika Faucher.

Claude Dostie Jr
Directeur du cabinet de Sherbrooke Citoyen

Rapport financier 2019

Cabinet de la conseillère désignée de Sherbrooke Citoyen

Salaires et avantages sociaux ¹		137 173
Salaires - Part de l'employeur + CSST		12 027
Frais de représentation		3 741
Congrès, événements	1 233	
Déplacements et hébergement	1 738	
Repas	770	
Télécommunications		1 829
Frais de bureau, équipements		9 252
Équipement de tournage ²	4 319	
Frais liés aux tournages (location de matériel de son, drone, musique)	1 775	
Dépenses de bureau (meubles, papeterie, matériel informatique)	3 158	

¹ Le comité exécutif (CE) de la Ville de Sherbrooke est responsable de fixer ce qu'on appelle les « Normes et barèmes » pour les employé.e.s politiques de la Ville. Le CE a décidé, en début de mandat, de fixer les classes de salaires des employé.e.s politiques des deux cabinets. Or, les salaires prévus aux Normes et barèmes étaient un peu élevés (selon nous) et nous aurions rapidement fait dépasser notre budget. C'est pourquoi nous avons décidé de prendre en charge la gestion des payes au cabinet afin de fixer les salaires qui nous convenaient. Cela implique qu'une comptable a dû être engagée, qu'un avocat a dû réviser nos contrats et que, évidemment, des frais bancaires sont encourus. Sans parler des divers tracasseries administratifs imposés au Service des finances pour la gestion de ce système incongru.

Après un peu plus d'un an, nous avons fait des représentations auprès du directeur général et de la présidente du comité exécutif pour tenter de modifier les Normes et barèmes et d'ainsi utiliser le service de payes de la Ville tout en payant des salaires moins élevés. Nous en étions venus à une entente verbale de considérer les classes indiquées aux Normes et barèmes comme des maximums.

Quelques semaines plus tard, dans une confusion apparente et après de nombreux courriels restés sans réponse, le cabinet de l'opposition a appris que le comité exécutif refusait finalement de modifier les Normes et barèmes et donc, de nous permettre d'utiliser le système de paye de la Ville.

Ainsi, **en obligeant le cabinet de l'opposition à payer des salaires au moins 30 % plus élevés afin d'utiliser le système de paye de la Ville**, non seulement le comité exécutif agit d'une manière irresponsable en regard de la bonne gouvernance financière de la Ville, mais il impute ainsi des frais supplémentaires au cabinet (et aux contribuables) de l'ordre de quelque 8 600 \$ seulement pour l'année 2019 (où le loyer n'a été payé que deux mois; voir note 3).

Voir aussi autre tableau plus bas pour la ventilation des salaires.

² Concernant la caméra, le cabinet a tenté d'emprunter celle du Service des communications, sans succès. Nous avons donc procédé à l'achat du matériel nécessaire. Notons que tout le matériel acquis avec les fonds de la Ville appartient à la Ville de Sherbrooke. Cela vaut aussi pour les achats faits avec le budget de recherche et de soutien d'ailleurs. Tout ce matériel est donc remis à la Ville en cas de non-réélection.

Loyer et assurance ³		2 004
Frais bancaires ⁴		256
Formation		149
Honoraires professionnels		5 054
Services juridiques ⁵	1 348	
Services comptables	1 000	
Autres honoraires (ressources humaines pour embauche)	2 706	
Total		171 485 ⁶

Total des salaires 2019

Salaires Net - Claude	\$ 45,272.18
Salaires Net - Marilyne	\$ 20,252.79
Salaires Net - Sebastien	\$ 14,183.79
Salaires Net - Pascal	\$ 5,903.32
Salaires Net - Gabrielle	\$ 2,957.88
Salaires Net - Owen	\$ 2,215.85
Salaires Net - François-Olivier	\$ 5,987.96
Salaires Net - William	\$ 2,294.63
Salaires Net - Marie-Loic	\$ 2,529.49
DAS employé et employeur	\$ 46,998.96
<i>Moins courus au 31 dec 2018</i>	\$ (3,135.44)
Total de la dépense salariale 2019	\$ 145,445.41
<i>Plus salaires courus au 31 dec 2019</i>	\$ 3,755.16
Dépenses salariales pour 2019	\$ 149,200.57
ACOMBA	\$ 149,200.57
	\$ (0.00)

³ Normalement – et ça se fait dans toutes les grandes villes du Québec, sauf à Terrebonne – la Ville devrait fournir au cabinet de l'opposition un local adéquat à l'hôtel de ville. Or, après avoir fourni un ancien local de gardien de parc trop petit et sans accès intérieur à une salle de bain à l'opposition, la Ville de Sherbrooke a indiqué qu'aucun local n'était disponible à l'hôtel de ville ou ailleurs à distance raisonnable de l'hôtel de ville.

⁴ Voir note 1.

⁵ Il s'agit essentiellement de services pour la rédaction et révision de nos contrats. Ce service est offert par la Ville au cabinet du maire. Voir note 1.

⁶ À noter que des indemnités de départ équivalentes à un mois de salaire (pour une année de service) sont provisionnées (mais pas dépensées) pour le directeur de cabinet et l'attachée politique. Ces indemnités sont d'environ 8 000 \$ pour l'année 2019.